Le Conseil,

Vu le rapport du 28 octobre 1998, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Par délibération en date du 12 juillet 1993, le précédent conseil a décidé de mettre en place un observatoire de la demande de logement social dans chacun des arrondissements et des communes suivants : Lyon 1er, Lyon 3°, Lyon 6°, Lyon 8°, Lyon 9°, Saint Fons, Vaulx en Velin, Feyzin, Solaize, Pierre Bénite et Saint Genis Laval.

Par délibération en date du 24 novembre 1997, vous avez décidé de mettre en place un observatoire de la demande de logement social, notamment à Rillieux la Pape.

Les observatoires de la demande de logement social, dont le développement est préconisé dans le programme local de l'habitat (PLH), ont pour objectif de développer des actions partenariales en matière d'habitat, qui tiennent compte au plus près des besoins exprimés dans les communes ou les arrondissements de Lyon. Réunissant tous les partenaires qui enregistrent des demandes de logement, l'observatoire produit une analyse statistique de la demande qui permet de mettre au point diverses actions destinées à résoudre les problèmes ainsi révélés.

L'analyse permet ainsi de nourrir l'action de conférences communales du logement, placées sous l'autorité du maire de la commune, dans le cadre d'une maîtrise d'ouvrage conjointe avec la communauté urbaine de Lyon. L'animation de ces dispositifs, qui font l'objet d'une subvention de l'Etat, est confiée à un prestataire choisi en concertation et conformément au code des marchés publics.

Dans chaque commune ou arrondissement, l'analyse des demandes permet de mieux cerner les publics en difficulté d'accès au logement et de mesurer la pression sur le parc social. La mise en commun de ces résultats a permis d'établir des priorités partagées par l'ensemble des partenaires de chaque observatoire ou conférence communale (mairies, organismes d'HLM, assistantes sociales, associations, Etat et Communauté urbaine) ainsi que d'engager des actions telles que :

- des commissions pour le logement d'urgence,
- un travail à partir des immeubles "sensibles" d'où émanent plusieurs demandes de logement,
- des groupes de travail spécifiques pour des populations en panne d'accès au logement (jeunes, ménages hébergés ou décohabitants, familles monoparentales) ou pour des situations particulières (l'expulsion, les foyers, les meublés, les mutations dans le parc public).

La consolidation des résultats des différents observatoires permet d'enrichir l'analyse locale et de mieux appréhender, au plan de l'agglomération, les besoins en logements sociaux, notamment sur le plan qualitatif. Ainsi, les données de 18 communes ou arrondissements de Lyon, représentant 2/3 de la population de la Communauté urbaine, ont été consolidées en 1996. Elles ont permis l'analyse de 21 000 demandes émanant de 61 sources différentes.

Au 31 décembre 1998, une grande partie des commandes pour les observatoires de la demande de logement social (marchés et conventions) arrive à échéance.

De ce fait, après consultation des communes concernées et des services de l'Etat, il est proposé de reconduire cette action et de l'étendre à de nouvelles communes.

Après l'avis favorable de monsieur le vice-président chargé des marchés publics quant au choix de la procédure, en date du 12 octobre 1998, il est proposé de lancer une procédure d'appel d'offres restreint avec publicité européenne, conformément aux articles 273, 295, 298 bis à 300 bis, 313 et 378 à 390 du code des marchés publics en vue de conclure des marchés d'études à bons de commande séparés pour chacun des 13 lots indiqués ci-après :

- lot n° 1 : Lyon 1er,
- lot n° 2 : Lyon 3°,
- lot n° 3 : Lyon 5°,
- lot n° 4 : Lyon 6°,
- lot n° 5 : Lyon 7°,
- lot n° 6 : Lyon 8°,
- lot n° 7 : Lyon 9°,
- lot n° 8 : Décines Charpieu et Meyzieu,
- lot n° 9 : Feyzin, Solaize, Pierre Bénite et Saint Genis Laval,
- lot n° 10 : Rillieux la Pape,
- lot n° 11 : Saint Fons,
- lot n° 12 : Vaulx en Velin,
- lot n° 13 : Vénissieux.

Lorsqu'un lot englobe plusieurs communes, le marché correspondant comprendrait une analyse et une animation distinctes pour chaque commune.

Le nombre de candidats admis à présenter une offre serait fixé à six au maximum pour chacun des lots.

Ces marchés seraient conclus à compter de la notification jusqu'au 31 décembre 1999, reconductibles deux fois une année puis une troisième fois jusqu'à la date anniversaire de leur notification, pour un coût total estimé à 6,9 MF TTC, soit en moyenne 2,3 MF TTC par an.

Les observatoires de la demande de logement social font l'objet d'une subvention de l'Etat représentant 30 % du montant total hors taxes de la dépense annuelle et d'une participation financière des communes concernées dont le montant est fixé à parité avec la Communauté urbaine, déduction faite de la subvention de l'Etat. Ainsi le montant restant à la charge de la Communauté urbaine s'élèverait en moyenne à 880 000 F TTC par an ;

B - Propose de délibérer comme suit ;

Vu ledit dossier ;

Vu ses délibérations en date des 12 juillet 1993 et 24 novembre 1997 ;

Vu les articles 273, 295, 298 bis à 300 bis, 313 et 378 à 390 du code des marchés publics ;

Vu les dispositions du cahier des clauses administratives générales relatif aux prestations intellectuelles ;

Oùï l'avis de ses commissions urbanisme, habitat et développement social et finances et programmation ;

DELIBERE

1° - Autorise monsieur le président à :

a) - accepter le contenu de la mission d'animation et de suivi des observatoires de la demande de logement social telle que décrite ci-dessus,

b) - décider la publication d'un avis d'appel d'offres public à la concurrence européenne au vu de confier cette mission par voie d'appel d'offres restreint, conformément aux articles 273, 295, 298 bis à 300 bis, 313 et 378 à 390 du code des marchés publics et en application des dispositions du cahier des clauses administratives générales relatif aux prestations intellectuelles,

c) - demander :

- à l'Etat la subvention relative à chacun des observatoires au taux maximum,
- aux communes le montant de leur participation,

d) - signer :

- les conventions de participation financière à intervenir avec les communes,
- les marchés d'études à bons de commande pour chacun des lots.

2° - Décide que les offres seront examinées et jugées par la commission permanente d'appel d'offres créée par la délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1995.

3° - Les dépenses occasionnées par ces observatoires seront prélevées sur les crédits à ouvrir, à cet effet, au budget de la Communauté urbaine - exercices 1999 et suivants :

- pour les observatoires de Feyzin, Solaize, Pierre Bénite, Saint Genis Laval, Lyon 5°, Lyon 6° et Saint Fons - centre de gestion 6 020 - compte 622 800 - fonction 653 - opération 0273,
- pour les observatoires de Lyon 1er, Lyon 3°, Lyon 7°, Lyon 8°, Lyon 9°, Décines Charpieu, Meyzieu, Rillieux la Pape, Vaulx en Velin et Vénissieux - centre de gestion 652 300 - compte 622 800 - fonction 66 - opération 0273.

4° - Les recettes seront versées aux crédits à ouvrir, à cet effet, au budget de la Communauté urbaine - exercices 1999 et suivants - compte 747 180 pour la subvention de l'Etat - compte 747 400 pour les participations des communes :

- pour les observatoires de Feyzin, Solaize, Pierre Bénite, Saint Genis Laval, Lyon 5°, Lyon 6° et Saint Fons - centre de gestion 6 020 - fonction 653 - opération 0273,
- pour les observatoires de Lyon 1er, Lyon 3°, Lyon 7°, Lyon 8°, Lyon 9°, Décines Charpieu, Meyzieu, Rillieux la Pape, Vaulx en Velin et Vénissieux - centre de gestion 652 300 - fonction 66 - opération 0273.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,